LES PRATIQUES LOW-TECH ET LA DÉMOCRATIE TECHNIQUE

Ceci est un document de simplification de mon mémoire de recherche "les pratiques low-tech et la démocratie technique - réappropriation citoyenne du pouvoir technique et démocratisation des choix techniques dans les Hauts-de-France". La version intégrale du mémoire est disponible sur le site "pépites" de l'université de Lille (en cherchant mon nom : Jeanne BLARY, ou le titre du mémoire).

Ce document résume les principales questions, résultats et apports du mémoire, avec une attention particulière à ce qui peut être utile aux praticien·nes low-tech ;)

SOMMAIRE :

ÉTAT DES LIEUX : POURQUOI UN ENJEU DE DÉMOCRATIE TECHNIQUE DANS LA LOW-TECH ? 2
- La technique est devenue une boîte noire. 2
- La low-tech comme réponse. 2

RETOUR THÉORIQUE : ALLER AU-DELÀ DE LA NEUTRALITÉ DE LA TECHNIQUE, LES THÉORIES TECHNOCRITIQUES 4
- Quelques références académiques. 4
- Mon cadre théorique : Andrew Feenberg : de la critique à la possibilité d'agir. 5
- La low-tech comme technocritique. 6

CE QUE LES PRATIQUES LOW-TECH FONT VRAIMENT : PISTES DE DÉMOCRATIE TECHNIQUE 7
- Apprendre par la pratique : une encapacitation réelle 7
- Les communs techniques : partager comme acte politique 8
- L'atelier comme forum hybride infra-institutionnel 9
- L'échelle locale : reprendre prise sur son milieu 10
- La voice technique : ni exit, ni loyauté 12

PISTES DE RÉFLEXION : UNE DÉMOCRATIE TECHNIQUE ENCORE LIMITÉE. 13
- Le capital technique : une démocratie d'initiés ? 13
- Genre et mixité : un processus en cours 14
- Le verrou du confort et de la désirabilité 15

CONCLUSION 16

BIBLIOGRAPHIE **17**

ÉTAT DES LIEUX : POURQUOI UN ENJEU DE DÉMOCRATIE TECHNIQUE DANS LA LOW-TECH ?

La technique est devenue une boîte noire.

En France, 87 % de la population dispose d'un ordinateur ou d'un smartphone, et chaque foyer compte en moyenne dix équipements numériques avec écrans[1], témoignant d'un haut niveau d'intégration de ces dispositifs dans la vie quotidienne. Pourtant, cette généralisation ne va pas de pair avec une capacité équivalente à en assurer l'entretien ou la réparation : seuls 40 % des équipements électriques et électroniques en panne font l'objet d'une réparation effective[2]. Si ce taux reflète en partie des contraintes économiques ou l'insuffisance de l'offre en réparation, il révèle également un déficit plus profond : celui de la capacité des usager·es à comprendre, modifier ou maintenir les objets techniques qu'ils et elles utilisent quotidiennement. Ce constat n'est pas propre au numérique : il traduit une tendance plus large qui traverse l'ensemble des objets techniques contemporains : **la complexification croissante des dispositifs, conjuguée à leur miniaturisation et à leur fermeture délibérée, a progressivement rendu opaques des objets qui étaient autrefois intelligibles et réparables par leurs utilisateur·rices.**

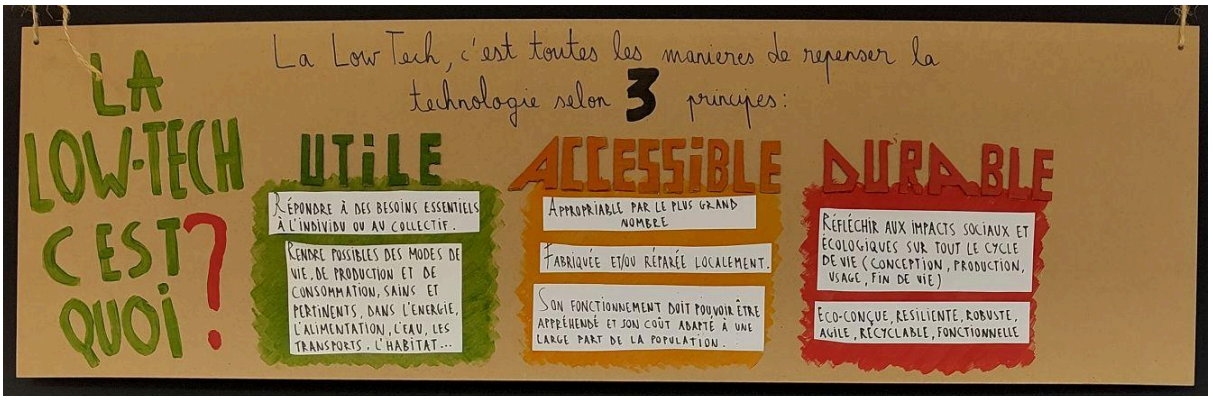
Mais cette évolution n'est pas inévitable : **c'est le résultat de choix de conception, de logiques économiques et de rapports de pouvoir entre concepteur·rices et usager·es**.

La low-tech comme réponse.

En proposant des techniques utiles, durables et accessibles, le mouvement low-tech ne fait pas que répondre à une urgence écologique. Il formule, souvent sans le nommer explicitement, une exigence démocratique à travers le prisme de "l'accessibilité", l'un des trois piliers de la low-tech.

[1] CREDOC et ARCEP, *Baromètre du numérique*, édition 2023, Paris : ARCEP, Arcom, CGE, ANCT, 2023

[2] ADEME, In Extenso Innovation Croissance (Benoît TINETTI, Beatriz BERTHOUX, Arthur ROBIN, Nathan SETAYESH) et Mathieu HESTIN, *Fonds réparation de la filière des Équipements Électriques et Électroniques, étude préalable - Rapport final*, Paris : ADEME, 2021



Photographie d'une affiche suspendue au Quai des Transitions, à Lomme. Prise par l'autrice en février 2026.

Une technique accessible répond ainsi aux exigences de la démocratie technique : elle suppose que les techniques qui organisent nos vies soient compréhensibles, appropriables et modifiables par celles et ceux qui les utilisent, que leur conception ne soit pas réservée aux seuls ingénieurs et industriels, et que le savoir-faire technique circule, se transmette et devienne commun.

C'est cette dimension que j'ai cherché à documenter et à analyser dans mon mémoire : **dans quelle mesure les pratiques low-tech participent-elles réellement à une réappropriation citoyenne du pouvoir technique, et à une démocratisation des choix techniques ?** L'intention démocratique du mouvement se traduit-elle dans les faits, dans les ateliers, dans les transmissions de savoirs, dans les choix de conception collectifs ? Et quelles en sont les limites structurelles ?

Pour répondre à ces questions, j'ai conduit une enquête de terrain dans la métropole lilloise entre 2025 et 2026 : douze entretiens semi-directifs avec des praticien·nes low-tech, complétés par des séquences d'observation non participante dans plusieurs espaces.

RETOUR THÉORIQUE : ALLER AU-DELÀ DE LA NEUTRALITÉ DE LA TECHNIQUE, LES THÉORIES TECHNOCRITIQUES

Face à l'idée dominante que la technique est neutre, des théories dites "technocritiques" questionnent la pensée majoritaire.

Technocritique : ensemble des courants de pensée qui interrogent la technique non comme un simple ensemble d'outils, mais comme un fait social, historique et politique à part entière, porteur de valeurs, d'orientations, d'effets sur les sociétés qui ne se réduisent pas à la somme des usages individuels qu'on en fait.

Être technocritique, ce n'est pas être anti-technique ou technophobe. C'est refuser l'idée que le progrès technique serait par nature neutre et inévitable, et qu'il faudrait simplement s'y adapter sans interroger ses orientations. C'est aussi poser les questions que le discours dominant évite : à qui sert cette technique ? Qui exclut-ell e? Par qui a-t-elle été choisie, selon quels critères, au détriment de quelles alternatives ?

Quelques références académiques[3].

Dans les années 1950, Jacques Ellul, dans *La Technique ou l'Enjeu du siècle*, analyse la technique comme ni fondamentalement bonne ou mauvaise, mais ambivalente. Pour lui, la technique n'est plus un ensemble d'outils au service de l'humain, elle est devenue un système autonome, qui obéit à sa propre logique d'efficacité et qui échappe progressivement au contrôle de ceux qui l'ont créée[4]. Toutefois, il ne propose pas vraiment de sortie à ce constat.

Dans les années 1970, Ivan Illich déplace la question. Plutôt que de parler de la technique en général, il s'intéresse aux outils concrets et à ce qu'ils font à notre autonomie. **Il distingue l'outil convivial, celui qui laisse à chacun·e le pouvoir de le comprendre, de le modifier, de l'utiliser selon ses propres fins, de l'outil contre-productif, qui au-delà d'un certain seuil de complexité retire à l'utilisateur·rice l'autonomie qu'il**

[3] Voir le chapitre 1 de mon mémoire pour un état de l'art plus complet (c'est-à-dire un retour détaillé sur les différents auteurs ayant traité ces sujets).
[4] ELLUL Jacques, *La Technique ou l'Enjeu du siècle*, Paris : Economica, 1990 [1954].

prétendait lui donner[5]. C'est par exemple la voiture qui produit des embouteillages et fait perdre plus de temps qu'elle n'en économise, ou la médecine qui crée de la dépendance plutôt que de la santé. Illich introduit ainsi une idée centrale : ce n'est pas la quantité de technique qui compte, mais sa proportion avec les capacités humaines.

Dans les années 1980, Langdon Winner, dans un texte resté célèbre, *Do Artifacts Have Politics?*, montre que la conception des objets techniques est déjà politique[6]. Il montre qu'un objet peut, par sa forme même, inclure ou exclure, faciliter ou empêcher, sans qu'aucune loi n'ait été votée ni qu'aucune intention explicite n'ait été formulée. Il détaille un exemple significatif : les ponts de Robert Moses à New York, construits délibérément trop bas pour empêcher les bus (et donc les populations afro-américaines qui en dépendaient) d'accéder à certaines plages.

Ainsi, il existe déjà un courant de pensée technocritique, montrant que la technique ne sert pas seulement à faire des choses efficacement (et encore, il faudrait revenir sur la notion même d'efficacité), elle organise aussi nos façons de vivre et nos rapports de pouvoir. C'est cette question qui ouvre la voie à une lecture politique de la technique, tant dans ses usages que dans sa conception, sa transmission, …

Mon cadre théorique : Andrew Feenberg : de la critique à la possibilité d'agir.

C'est le philosophe Andrew Feenberg qui articule le mieux ces apports dans un cadre qui ouvre sur l'action, et c'est ce cadre théorique qui structure principalement ce mémoire. Feenberg partage l'idée que les techniques ne sont pas neutres, elles encodent (intègre) des choix, des valeurs, des rapports de pouvoir, ce qu'il appelle le "code technique", mais il refuse le pessimisme d'Ellul[7]. Pour Feenberg, si la technique est le produit de choix sociaux et politiques, alors elle peut aussi être *re*travaillée par des acteur·rices sociaux et politiques. **Une technologie n'est jamais figée une fois pour toutes : elle peut être**

[5] ILLICH Ivan, *La Convivialité*, Paris : Seuil, 1973.
[6] WINNER Langdon, *Autonomous Technology. Technics-out-of-Control as a Theme in Political Thought*, Cambridge : MIT Press, 1977.
[7] FEENBERG Andrew, *(Re)penser la technique. Vers une théorie démocratique*, Paris : La Découverte, 2004 [1999].

contestée, réinterprétée, redirigée vers d'autres usages que ceux prévus par ses concepteurs.

Feenberg appelle ce processus la **rationalisation démocratique : la capacité d'acteur·rices non-experts (usagers, communautés, mouvements sociaux) à intervenir sur les orientations technologiques, à les infléchir selon des valeurs qui ne sont pas celles, par défaut, de l'efficacité industrielle ou du profit.** Cette intervention ne passe pas nécessairement par les canaux institutionnels classiques (votes, lois, régulations). Elle peut se jouer dans des espaces informels, ce que le sociologue Michel Callon appelle des "forums hybrides" : des lieux où des expertises hétérogènes, profanes et savantes, se rencontrent pour délibérer sur des choix techniques concrets.

C'est précisément ce que documente la philosophe française Adeline Barbin dans *La Démocratie des techniques* (2024), qui prolonge et actualise le cadre feenbergien[8]. Son constat : nos sociétés délibèrent sur à peu près tout, sauf sur les choix techniques qui les structurent le plus profondément : politique énergétique, infrastructures numériques, choix d'investissement industriel, ... Ces décisions restent l'apanage d'experts, d'ingénieurs, d'acteurs économiques. Démocratiser la technique, pour Adeline Barbin, ce n'est pas seulement la rendre accessible : c'est donner à tous les moyens de peser sur les choix qui la définissent.

La low-tech comme technocritique.

C'est dans cette tradition, et plus particulièrement dans le cadre ouvert par Feenberg, que la low-tech peut être lue comme une forme spécifique de technocritique. Ce qui la distingue des autres courants, c'est qu'elle ne reste pas au stade du discours ou du refus : plutôt qu'un constat théorique, elle propose des alternatives concrètes. C'est une technocritique par la pratique, qui s'incarne dans des gestes, des ateliers, …

La low-tech est également une technocritique spécifique : elle critique le modèle technique dominant tout en utilisant parfois ses outils et sa façon de construire (internet,

[8] BARBIN Adeline, *La démocratie des techniques*, Lormont : Le Bord de l'eau, 2024.

réseaux sociaux, imprimantes 3D, réutilisation de matériaux propres au tissu industriel, ...). Il ne s'agit pas non plus d'une opposition totale à la high-tech, de nombreux enquêtés exprimant au contraire leur satisfaction face au développement des technologies hospitalières par exemple. **Ainsi, la low-tech, plus qu'une opposition à la technique est plutôt un usage réfléchi et repensé de la technique, en fonction du contexte.**

D'autant plus que de nombreux praticiens ont depuis petits une appétence pour la technique. Pendant mon enquête, un de mes enquêtés formulait ainsi l'ambivalence du mouvement low-tech vis-à-vis de la technique en se caractérisant de « **technophile-technocritique** » :

> *« On est des technophiles-technocritiques [...] à la base les gens qui font de la low-tech sont quand même technophiles.*

CE QUE LES PRATIQUES LOW-TECH FONT VRAIMENT : PISTES DE DÉMOCRATIE TECHNIQUE[9]

Apprendre par la pratique : une encapacitation réelle

En apprenant à faire concrètement, par la pratique, les praticien·nes n'acquièrent pas seulement des compétences techniques transférables (savoir souder, réparer, construire…) mais aussi, et surtout, une transformation du rapport qu'elles et ils entretiennent avec leur propre capacité d'agir. C'est ce que la littérature anglophone désigne par *empowerment*, et que l'on traduit en français par capacitation ou encapacitation.

Ce déplacement est d'abord psychologique avant d'être cognitif. En effet, un des obstacles principaux à la réappropriation technique n'est pas un manque de savoir : beaucoup de gens savent, en théorie, qu'on peut démonter un objet, comprendre son fonctionnement, le réparer. L'obstacle est une croyance intériorisée : celle qui sépare celles et ceux qui « savent faire », les expert·es, de celles et ceux qui sont supposé·es se contenter d'utiliser, de consommer, sans avoir à comprendre. Cette frontière n'est pas

[9] Le chapitre 2 de mon mémoire revient de manière détaillée sur "les pratiques low-tech comme espaces de réappropriation technique".

seulement sociale, elle est intériorisée par les usagèr·es elles·eux-mêmes, qui s'auto-excluent du droit de comprendre et de modifier les objets techniques qui structurent leur quotidien. **La low-tech permet ainsi directement par la pratique de désacraliser le rôle de l'expert·e, et de rendre visible le caractère construit, historique et donc contestable de cette frontière entre expert·e et non-expert·e.**

Pistes de démocratie technique :

- **Expliquer le pourquoi et pas seulement le comment** : un geste technique compris dans sa logique (pourquoi cette matière plutôt qu'une autre, pourquoi cette dimension, quel compromis a été fait) devient un objet de réflexion et de choix possible, et non plus une simple procédure à exécuter.
- **Désacraliser systématiquement la figure de l'expert·e dans les ateliers.** C'est par exemple en montrant les erreurs, les hésitations qu'on démontre que chacun·e à sa place.

Les communs techniques : partager comme acte politique

Les savoirs low-tech circulent selon une logique de communs : les plans, les tutoriels, les retours d'expérience sont documentés et mis à disposition, souvent améliorés par d'autres que leurs auteur·es initiaux·ales. Pour comprendre la portée politique de ce geste, il faut le rapporter au travail d'Elinor Ostrom sur les communs[10]. Dans *Governing the Commons* (1990), Ostrom montre que des ressources partagées peuvent être gérées durablement par une communauté d'usagèr·es, lorsque cette communauté élabore ses propres règles d'accès, d'usage et de sanction, ce qu'elle appelle des *institutions* au sens large, c'est-à-dire des règles du jeu collectivement produites et reconnues, qui n'ont besoin ni d'un·e propriétaire privé·e exclusif·ve ni d'un régulateur étatique centralisé pour fonctionner.

En sortant de l'opposition simpliste entre marchandisation (le savoir comme propriété privée vendue) et gratuité pure et simple (le savoir comme bien public sans aucune règle),

[10] OSTROM Elinor, *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge : Cambridge University Press, 1990.

il est donc possible d'identifier la connaissance low-tech comme un commun, au sens d'Ostrom, qui est donc gouverné : **il y a des normes (par exemple, citer ses sources, ne pas s'approprier individuellement un savoir collectif) et des sanctions informelles, sociales, en cas de manquement (exclusion symbolique, perte de crédibilité dans la communauté).**

La filiation avec le mouvement du logiciel libre est explicite et assumée par les praticien·nes elles·eux-mêmes. Ainsi, durant l'une de mes observations, un enquêté m'a répondu instinctivement « c'est low-tech, c'est open source » lorsque je lui ai demandé s'il était possible de prendre en photo ses plans. Cette filiation n'est pas anecdotique : le logiciel libre a, dès les années 1980 avec Richard Stallman[11] et la Free Software Foundation, théorisé l'idée que le code source doit rester lisible, modifiable et partageable, sous peine de transformer l'utilisateur·rice en simple consommateur·rice captif·ve d'une boîte noire[12]. **La low-tech transpose cette exigence au monde matériel : chaque tuto publié sans contrepartie financière, chaque plan diffusé sans copyright, est un geste qui refuse que le savoir-faire devienne une marchandise, et donc un geste qui refuse la dépendance qu'instaure la marchandisation du savoir.**

Pistes de démocratie technique :

- Documenter en open source, dans un langage accessible, en expliquant le jargon qui reconstituerait une frontière entre initié·es et non-initié·es.
- Cartographier et relier les communs existants, pour que cette gouvernance distribuée constitue un véritable écosystème de savoirs partagés.

[11] Il a fait l'objet de vives critiques à partir de 2019, notamment pour des propos publics jugés apologétiques à l'égard de la pédocriminalité, conduisant à sa démission puis à son retour controversé à la tête de la FSF en 2021 (free software foundation). Sa mention dans ce travail se limite à son rôle historique dans la théorisation du logiciel libre comme bien commun, sans cautionner sa personne ni l'ensemble de ses positions.

[12] STALLMAN Richard, *Free Software, Free Society. Selected Essays of Richard M. Stallman*, Boston : GNU Press, 2002.

L'atelier comme forum hybride infra-institutionnel

Un atelier low-tech est, souvent sans que les participant·es le formulent en ces termes, un espace de délibération collective sur des choix techniques : pourquoi construire l'objet de telle manière plutôt que telle autre, avec quels matériaux, pour répondre à quel besoin, en fonction de quels critères (écologiques, économiques, d'accessibilité, de durabilité, …)

Le concept de forum hybride, développé par Michel Callon avec Pierre Lascoumes et Yannick Barthe dans *Agir dans un monde incertain* (2001), désigne précisément des espaces de débat où se rencontrent des acteur·rices hétérogènes (chercheur·ses, décideur·ses politiques, citoyen·nes, associations) autour de controverses techniques (les auteurs prennent notamment l'exemple des débats sur l'enfouissement des déchets nucléaires)[13]. Ces forums sont dits hybrides parce qu'ils mélangent des registres de légitimité différents (le savoir scientifique, l'expérience vécue, …) et des acteur·rices qui, en temps normal, n'ont pas voix égale dans la décision technique. Ils sont en principe institutionnels : organisés, convoqués, dotés d'une procédure, visibles dans l'espace public.

L'atelier low-tech rappelle ce dispositif, mais sous une forme différente : on peut le qualifier de **forum hybride infra-institutionnel : il opère en deçà du seuil de visibilité institutionnelle, dans l'informel, le quotidien, le local.** Des personnes aux savoirs et aux statuts différents (animateur·rices, participant·es novices, personnes ayant une expérience professionnelle dans le domaine) délibèrent ensemble sur des choix qui engagent la conception d'un objet technique. La différence n'est donc pas de nature, mais d'échelle et de visibilité.

L'échelle locale : reprendre prise sur son milieu

Cette micro-échelle, qui pourrait sembler être la limite du modèle (comment des décisions prises dans un atelier local pourraient-elles avoir une quelconque portée politique ?) est au

[13] CALLON Michel, LASCOUMES Pierre et BARTHE Yannick, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris : Seuil, 2001.

contraire, dans une perspective inspirée de Murray Bookchin, une condition de possibilité de la démocratie elle-même.

Bookchin développe, notamment dans *The Ecology of Freedom* (1982) et dans ses textes sur le municipalisme libertaire, l'idée que la démocratie directe n'est pas seulement souhaitable, elle est matériellement conditionnée par l'échelle à laquelle elle s'exerce[14]. Une assemblée ne peut délibérer véritablement que si ses membres peuvent se rencontrer, se connaître, comprendre les enjeux concrets qui les concernent et évaluer collectivement les conséquences de leurs décisions. Au-delà d'une certaine échelle, la délibération directe devient matériellement impossible et cède la place à la délégation, c'est-à-dire à une forme de dépossession, même partielle, du pouvoir de décision.

Appliqué à la technique, **une infrastructure que personne, à l'échelle où elle est utilisée, ne peut comprendre, réparer ou remettre en cause, constitue une forme de pouvoir qui échappe structurellement à tout contrôle démocratique local, quelle que soit par ailleurs la qualité formelle des procédures démocratiques nationales censées la superviser.** Transposé à la low-tech, **une technique pensée, fabriquée et entretenue à l'échelle locale reste à portée de prise pour celles et ceux qu'elle affecte directement : ils·elles peuvent la voir fonctionner, comprendre ses limites, la modifier si elle ne convient pas, et, le cas échéant, la contester collectivement.** À l'inverse, les grandes infrastructures technologiques centralisées organisent ce que l'on peut appeler une dépossession structurelle : non pas nécessairement par une volonté délibérée de domination, mais simplement parce que leur échelle même (géographique,, organisationnelle) rend impossible toute délibération collective réelle pour celles et ceux qui en dépendent.

[14] BOOKCHIN Murray, *The Ecology of Freedom. The Emergence and Dissolution of Hierarchy*, Palo Alto : Cheshire Books, 1982.

Pistes de démocratie technique :

- Privilégier des solutions dimensionnées au territoire et aux communautés concernées, de manière à ce que la délibération sur leur conception et leur usage reste matériellement possible.
- Ancrer localement la production, la maintenance et la décision technique, pour que la capacité de modifier ou de contester un dispositif technique reste à portée des personnes qu'il affecte.

La voice technique : ni exit, ni loyauté

Pour caractériser la posture politique propre à la low-tech, le cadre proposé par Albert Hirschman dans *Exit, Voice, and Loyalty* (1970) est particulièrement éclairant[15]. Hirschman y distingue trois types de réponses possibles face à une organisation, une institution ou un système avec lequel on est en désaccord : l'exit, c'est-à-dire la sortie (on quitte le système, on cesse d'y participer) ; la loyalty, la loyauté (on reste, mais on accepte tacitement les règles, sans les contester) ; et la voice, la prise de parole (on reste à l'intérieur du système, mais on y exprime activement son désaccord, on tente de le faire évoluer depuis l'intérieur).

La low-tech ne correspond ni à l'exit ni à la loyalty. Ce n'est pas une fuite hors du monde industriel et technologique, contrairement à certains imaginaires de la décroissance qui peuvent suggérer un retrait complet, une sortie du système technique dominant vers un ailleurs autonome, on l'a vu ci-dessus. Mais ce n'est pas non plus une acceptation passive de ce monde technique tel qu'il est, qui se contenterait de l'utiliser sans le questionner. **La low-tech correspond à la *voice* : on reste dans ce monde technique, on utilise des outils, des matériaux, des infrastructures qui appartiennent largement au même univers industriel que celui qu'on critique, mais on le conteste depuis l'intérieur,**

[15] HIRSCHMAN Albert, *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge : Harvard University Press, 1970.

par les choix de conception qu'on opère, par ce qu'on décide de documenter et de partager, par les usages qu'on invente ou qu'on refuse.

PISTES DE RÉFLEXION : UNE DÉMOCRATIE TECHNIQUE ENCORE LIMITÉE.[16]

Le capital technique : une démocratie d'initiés ?

La low-tech se présente comme accessible à tous. Le terrain révèle cependant une tension : le mouvement mobilise majoritairement des publics déjà dotés d'un fort capital technique[17]. En référence aux travaux de Pierre Bourdieu sur le capital[18], j'entends ici une aisance incorporée face aux objets, préexistant à la rencontre avec la low-tech, soit parce qu'elle a été transmise dès l'enfance dans une culture familiale du bricolage, soit parce qu'elle a été construite par un parcours d'études en lien avec la technique (menuiserie, ingénierie, électronique...).

Le capital technique n'est pas distribué de manière homogène dans la population. Il est le produit d'une socialisation différenciée, selon le genre, la classe sociale, le parcours scolaire, qui détermine, en amont de toute participation à un atelier, le degré de familiarité, de confiance et de légitimité que chacun·e ressent face à un objet technique, un outil, une machine. Or, ce capital technique fonctionne comme un capital au sens fort : il facilite l'accès à d'autres ressources (la confiance en soi pour prendre un outil, la facilité à comprendre un schéma, la capacité à anticiper un geste), et il tend à se reproduire, parce que les personnes qui en sont déjà dotées sont aussi celles qui se sentent le plus naturellement légitimes à fréquenter ces espaces.

Cette observation introduit donc une **tension structurelle au cœur même du projet d'accessibilité de la low-tech : un mouvement qui ambitionne de redistribuer la capacité d'agir sur la technique recrute, dans les faits, en bonne partie parmi**

[16] Voir le chapitre 3 de mon mémoire, "les limites de la démocratisation technique par les low-tech : une analyse à l'épreuve du terrain"
[17] Nous avons beaucoup discuté ce terme avec ma directrice de mémoire, car l'idée de capital ne couvre pas parfaitement à la fois ce qui est transmis dans l'enfance mais aussi appris plus tard, il peut également s'apparenter à une forme de capital culturel, ... Faute de mieux, je l'utilise ici, en gardant en tête ses limites.
[18] BOURDIEU Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit, 1979.

celles et ceux qui possèdent déjà cette capacité, ce qui pose la question de savoir si la low-tech démocratise réellement l'accès au technique, ou si elle offre surtout un espace supplémentaire d'épanouissement à des publics déjà familiers de ces pratiques.

Genre et mixité[19] : un processus en cours

Cette question du capital technique se recoupe directement avec celle du genre, la technique ayant été historiquement construite (dans l'éducation, dans la division sociale du travail, dans l'imaginaire collectif) comme un domaine masculin[20]. Les espaces low-tech observés sont, de ce point de vue, plus mixtes que d'autres secteurs techniques traditionnels (l'industrie, le BTP, l'informatique) : lors des observations menées sur le terrain, la proportion de femmes présentes dans ces espaces avoisinait le tiers des participant·es, un chiffre qui, sans constituer une parité, marque une différence sensible avec les bastions les plus masculinisés du monde technique.

Un constat plus fin émerge cependant de l'observation des dynamiques internes : **la barrière à la mixité opère principalement à l'entrée, et non à l'intérieur de l'espace. C'est-à-dire que le filtre se situe en amont , dans la décision de venir, de s'inscrire, de pousser la porte d'un atelier perçu, a priori, comme un espace technique et donc potentiellement connoté masculin.** Une fois ce seuil franchi, en revanche, les femmes présentes effectuent les mêmes gestes techniques, manipulent les mêmes outils, occupent les mêmes rôles que les hommes.

Dans ce contexte, la désacralisation de l'expert·e, décrite précédemment comme un levier de capacitation individuelle, fonctionne aussi comme un levier d'inclusion : en réduisant l'écart perçu entre celles et ceux qui « savent » et celles et ceux qui « apprennent », elle réduit également l'écart entre les positions genrées qui, ailleurs, structurent l'accès différencié au savoir technique. Mais cette

[19] L'analyse de la mixité présentée ici se limite au prisme du genre, faute de temps et de données suffisantes pour intégrer d'autres axes de différenciation (orientation sexuelle, racisation, âge, situation de handicap, etc.), qui mériteraient pourtant d'être pris en compte dans une approche pleinement intersectionnelle de la question.

[20] WAJCMAN Judy, *Feminism Confronts Technology*, Cambridge : Polity Press, 1991.

dynamique positive à l'intérieur de l'atelier ne suffit pas à elle seule à résoudre le problème du seuil d'entrée. Deux leviers restent à travailler spécifiquement : **les modalités de recrutement des participant·es** (par quels canaux, quels discours, quelles images l'atelier se rend-il visible et désirable pour des publics non habitués à ces espaces ?), et **certains réflexes internes qui, sans être hostiles, reproduisent des hiérarchies implicites, notamment la tendance, observée dans de nombreux contextes mixtes, à « prendre en charge à la place de »,** c'est-à-dire à effectuer un geste technique pour quelqu'un·e plutôt que de l'accompagner pour qu'iel le fasse elle·lui-même, ce qui réintroduit, de manière souvent non intentionnelle, une dépossession du geste.

Pistes de démocratie technique :

- Développer des ateliers et des espaces en mixité choisie, c'est-à-dire des espaces non-mixtes ou à mixité réduite, pensés comme des sas permettant à des publics peu familiers du geste technique d'acquérir une première aisance avant, éventuellement, de rejoindre des espaces mixtes.
- Multiplier les espaces de recrutement en lien avec d'autres associations, des forums, …

Le verrou du confort et de la désirabilité

Un dernier obstacle, sans doute le plus difficile à traiter, relève d'une tension entre les valeurs que les personnes déclarent porter (sobriété, autonomie, frugalité) et leurs pratiques effectives, qui restent largement façonnées par des décennies d'incorporation du confort industriel : chauffage central, eau chaude à volonté, électroménager automatisé, … Cette dimension reste relativement peu théorisée dans les cadres mobilisés jusqu'ici. Les auteurs techno-critiques analysent surtout les structures de pouvoir et les logiques de conception ; **ils laissent largement de côté la dimension du désir et de l'attachement affectif aux usages industriels, alors que c'est peut-être là que se situe l'un des principaux points de résistance au changement de pratiques**.

Ce travail sur le désir ne peut faire l'impasse sur une dimension centrale : **le plaisir de faire soi-même**. Pour la très grande majorité de mes enquêtés, des gestes comme manipuler un outil ou voir un objet prendre forme sous ses mains procurent une satisfaction immédiate, sensorielle, qui n'a pas besoin d'être justifiée par un argument écologique ou politique pour être ressentie. Or, c'est précisément cette dimension qui est la plus absente du quotidien de nombreuses personnes, dont le rapport aux objets se limite à l'achat, à l'usage et au remplacement, sans jamais passer par la fabrication ou la réparation. **Le plaisir de faire semble donc être l'un des principaux ressorts par lesquels la low-tech peut concurrencer, dans l'économie du désir, le confort industriel auquel elle s'oppose par ailleurs. Un atelier où l'on s'amuse, où l'on est fier·e du résultat, où l'on prend du temps pour soi en faisant quelque chose de ses mains se suffit à lui-même.**

Pistes de démocratie technique :

- Travailler des imaginaires désirables autour de la low-tech, qui se construisent sur le registre du plaisir, de la fierté de faire, de l'esthétique des objets et des espaces, de manière à ce que la low-tech ne soit pas seulement perçue comme ce qu'il faudrait faire, mais comme ce que l'on a envie de faire

CONCLUSION

En définitive, la question centrale de mon mémoire interrogait la capacité de la low-tech à favoriser l'émergence d'une démocratie technique. **La low-tech ouvre effectivement des espaces de participation aux choix techniques, mais cette dynamique demeure partielle et inégalement distribuée.**

À l'échelle individuelle, l**a low-tech produit des formes d'encapacitation** : les personnes retrouvent une prise sur les objets techniques de leur quotidien. À l'échelle des collectifs, elle participe à la **constitution de communs** au sens d'Ostrom et fait fonctionner les ateliers comme des **forums hybrides**, au sens de Callon, où se discutent

et se négocient des choix de conception. Elle porte également une forme de **contestation qui s'exprime à travers les usages eux-mêmes, relevant de la *voice*** décrite par Hirschman. Cette contestation ne passe pas principalement par l'interpellation des institutions, mais **par la mise en pratique d'alternatives techniques, souvent à l'échelle locale**.

Cette démocratie technique demeure toutefois limitée. Elle mobilise en premier lieu des **publics disposant déjà d'un certain capital technique**, ce qui interroge sa portée réellement démocratisante. Elle **reste également traversée par des dynamiques de genre** qui ne sont pas entièrement résolues : si la mixité progresse dans l'accès aux ateliers, les mécanismes de différenciation persistent souvent au sein même des collectifs. Enfin, elle se heurte à **l'attachement aux formes de confort associées aux systèmes techniques dominants**. Le **développement d'imaginaires désirables, notamment autour du plaisir de faire**, apparaît alors comme une piste susceptible de favoriser l'appropriation de ces pratiques.

La low-tech ne constitue donc pas une démocratisation achevée de la technique. Elle ouvre néanmoins des espaces concrets de réappropriation, de délibération et d'expérimentation qui contribuent à rendre les choix techniques plus discutables et plus accessibles à celles et ceux qui s'y engagent.

BIBLIOGRAPHIE

ADEME, In Extenso Innovation Croissance (Benoît TINETTI, Beatriz BERTHOUX, Arthur ROBIN, Nathan SETAYESH) et Mathieu HESTIN, *Fonds réparation de la filière des Équipements Électriques et Électroniques, étude préalable - Rapport final*, Paris : ADEME, 2021

BARBIN Adeline, *La démocratie des techniques*, Lormont : Le Bord de l'eau, 2024.

BOOKCHIN Murray, *The Ecology of Freedom. The Emergence and Dissolution of Hierarchy*, Palo Alto : Cheshire Books, 1982.

BOURDIEU Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit, 1979.

CALLON Michel, LASCOUMES Pierre et BARTHE Yannick, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris : Seuil, 2001.

CREDOC et ARCEP, *Baromètre du numérique*, édition 2023, Paris : ARCEP, Arcom, CGE, ANCT, 2023

ELLUL Jacques, *La Technique ou l'Enjeu du siècle*, Paris : Economica, 1990 [1954].

FEENBERG Andrew, *(Re)penser la technique. Vers une théorie démocratique*, Paris : La Découverte, 2004 [1999].

HIRSCHMAN Albert, *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge : Harvard University Press, 1970.

ILLICH Ivan, *La Convivialité*, Paris : Seuil, 1973.

OSTROM Elinor, *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge : Cambridge University Press, 1990.

STALLMAN Richard, *Free Software, Free Society. Selected Essays of Richard M. Stallman*, Boston : GNU Press, 2002.

WAJCMAN Judy, *Feminism Confronts Technology*, Cambridge : Polity Press, 1991.

WINNER Langdon, *Autonomous Technology. Technics-out-of-Control as a Theme in Political Thought*, Cambridge : MIT Press, 1977.

Ce travail évolue avec vous ! Vous avez des remarques, des idées, des pistes de réflexion à partager, des retours, n'hésitez pas à me contacter et on en discute !!

Jeanne <3

jeanne.blary@sciencespo-lille.eu // jeanne@netc.fr